

NEWSLETTER

Joyeuses
Fêtes



NEWSLETTER

EVENEMENT

Monsieur le Premier ministre,

Nous vous adressons nos félicitations républicaines pour votre nomination.

Le respect du vote des Françaises et des Français aurait dû conduire le Président de la République à nommer un Premier ministre de gauche, ouvert aux compromis, puisqu'aucune coalition ne détient la majorité absolue mais que la coalition de gauche avait obtenu le plus grand nombre de députés.

Toutefois, en choisissant à nouveau un Premier ministre issu de son propre camp, le Président de la République prend la responsabilité d'aggraver la crise politique et démocratique dans laquelle il a placé le pays depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. En vous nommant, il fait le choix de la continuité et de la préservation de son bilan. Il dédaigne une nouvelle fois la volonté de changement qui s'est exprimée le 7 juillet.

Ainsi que nous lui avons indiqué et en cohérence, les socialistes ne participeront pas à votre gouvernement et demeureront dès lors dans l'opposition au Parlement.

Les socialistes se battront avec toute la gauche pour obtenir des avancées utiles à la vie quotidienne de nos compatriotes dans la fidélité aux propositions défendues devant les électeurs avec le Nouveau Front Populaire. Il en est ainsi des retraites, du pouvoir d'achat, de la justice fiscale, de la préservation de nos services publics, de la transition écologique. Il ne saurait y avoir de stabilité politique, sans justice.

Nos votes dépendront dès lors des engagements que vous prendrez pour construire les compromis utiles pour engager la réorientation de la politique gouvernementale.

Il vous appartient désormais de dire aux Françaises et aux Français la façon dont vous entendez sortir de cette crise politique et institutionnelle en répondant à leurs aspirations au changement de politique qu'ils ont exprimées dans les urnes. La défense du bilan passé ne saurait tenir de ligne pour l'avenir



NEWSLETTER

EVENEMENT

Nous vous demandons de vous engager à une méthode renouvelée qui permette véritablement le respect du débat parlementaire, en renonçant à l'usage de l'article 49.3 de notre Constitution.

Nous voulons avoir la garantie que votre gouvernement ne se placera en aucune manière sous la dépendance du Rassemblement national, ni ne reprendra à son compte son programme xénophobe.

La poursuite à l'identique d'une politique et d'une méthode déjà censurées ne peut être acceptable. Elle produirait le même résultat et une instabilité permanente. Nous attendons de vous les garanties indispensables pour éviter une nouvelle censure. Voilà ce qui sera notre boussole et guidera en permanence nos choix.

Nous souhaitons enfin, que les concertations s'ouvrent à la société civile et en particulier aux partenaires sociaux et aux associations d'élus locaux.

Ou respect de ces résolutions dépend l'hypothèse d'une non-censure.

Nous souhaitons en conséquence que vous receviez dans les meilleurs délais les chefs des partis et présidents des groupes parlementaires ayant conduit le Front Républicain et en particulier ceux du Nouveau Front Populaire, afin de permettre à chacun de prendre position en fonction de vos engagements.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Olivier FAURE, Premier secrétaire du Parti socialiste
Johanna ROLLAND, Première secrétaire déléguée du Parti socialiste
Nicolas MAYER ROSSIGNOL, Premier secrétaire délégué du Parti socialiste
Hélène GEOFFROY, Présidente du Conseil national du Parti socialiste
Boris VALLAUD, Président du groupe Socialistes et apparentés à l'Assemblée nationale
Patrick KANNER, Président du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain du Sénat
Nora MEBAREK, Co-présidente de la Délégation française socialiste et écologiste au Parlement européen

NEWSLETTER

VIE DE LA SECTION

VOEUX ET LANCEMENT

**DU COMITE D'AGGLO
DES SECTIONS DU BASSIN DE THAU**

**SAMEDI 1er FEVRIER 2025
Salle Voltaire à Frontignan**

Détail évènement prochainement ...

AGENDA SECTION (ESPACE JEAN JAURES)

DATES A DETERMINER EN FEVRIER 2025 :

- **CAFÉ DÉBAT**
- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SECTION**



NEWSLETTER

ART ET POLITIQUE



Chute de Bachar al-Assad : pour le poète syrien en exil Adonis, "la question n'est pas de changer le régime, c'est de changer la société"

L'auteur, qui vit en France depuis près de quarante ans, s'interroge sur les intentions des nouveaux dirigeants de son pays natal.

"Qu'est-ce qu'ils vont faire ?"

"J'ai été contre, toujours contre ce régime", a-t-il rappelé au sujet du président Bachar al-Assad, défait par une coalition rebelle à l'issue de vingt-quatre ans de présidence et d'une guerre civile qui a laissé le pays exsangue. "Mais ceux qui l'ont remplacé, qu'est-ce qu'ils vont faire ? La question, ce n'est pas de changer le régime. C'est de changer la société", a poursuivi l'écrivain.

"C'est-à-dire libérer la femme. Fonder la société sur des droits et sur des libertés, et sur l'ouverture, et sur l'indépendance intérieure", a plaidé Adonis. "Et les Arabes – pas seulement les Arabes, mais je parle des Arabes – ne changent pas la société. Ils changent de régime, de pouvoir. Si on ne change pas la société, on ne fait rien. Changer un régime par un autre, c'est superficiel", a-t-il argumenté.

cliquer sur le lien :

https://www.francetvinfo.fr/culture/livres/chute-de-bachar-al-assad-pour-le-poete-syrien-en-exil-adonis-la-question-n-est-pas-de-changer-le-regime-c-est-de-changer-la-societe_6950822.html

NEWSLETTER

HUMEUR



place
publique

Chères amies, chers amis de Place publique,

Hier, la censure du gouvernement Barnier a été votée à l'Assemblée Nationale ouvrant avec elle une nouvelle période d'incertitude majeure. Dans ce moment politique pivot, Place publique entend avoir une parole forte et proposer une issue pour notre pays, en cohérence avec le vote des Françaises et des Français le 7 juillet dernier. Voici la tribune que nous avons publiée ce matin dans Le Monde, pour sortir de l'impasse et éviter la bascule du pays à l'extrême-droite.

L'irresponsabilité politique menace de plonger notre nation dans l'abîme. Il est temps d'arrêter de jouer l'avenir du pays aux dés et de respecter les résultats des élections législatives du 7 juillet.

Préférant céder à l'extrême-droite plutôt que d'engager un véritable dialogue avec la gauche, le gouvernement de Michel Barnier s'est condamné à dépendre du bon vouloir de Marine Le Pen. Jusqu'à la chute. Notre pays, déjà dans une situation difficile, connaît désormais une crise de régime dont les conséquences risquent d'être dramatiques.

Le Président est évidemment comptable de cette faillite. Le poison lent de la dissolution continue de se diffuser et les élections législatives n'ont rien clarifié, sauf une chose : une majorité de français refuse encore de donner les manettes à l'extrême-droite. Il n'y eut au fond qu'un vainqueur incontestable le 7 juillet : le Front Républicain dont le seul but était de barrer la route au RN. Pourtant Emmanuel Macron, parce qu'il refusait toute réorientation de sa politique économique et sociale, a nommé comme Premier Ministre un représentant de la seule force politique à avoir rejeté ce barrage républicain. Pareil déni des résultats électoraux ne pouvait finir autrement.

Mais la responsabilité va au-delà du couple de l'exécutif. Elle est générale. Incapables d'accepter réellement l'idée de compromis entre rivaux et adversaires, les forces politiques françaises ont préféré avec constance et aplomb les postures boutiquières à l'intérêt général. Cela nous a fait perdre un temps précieux à un moment où, en plus, la gauche pouvait profiter d'un rapport de force favorable pour imposer un certain nombre d'avancées pour l'ensemble des Français.

Quand une attitude conduit à l'impasse, on la change. Le moment est venu de se montrer fidèles au sursaut républicain du deuxième tour des élections législatives, ce qui suppose le dialogue et la confrontation des idées entre partis n'ayant ni le même projet, ni les mêmes visions. Face à l'absence de majorité absolue, c'est le chemin que nous avons proposé dès le soir du 7 juillet. Et c'est plus que jamais le seul à pouvoir nous sortir de l'ornière.



NEWSLETTER

HUMEUR

Nous refusons la voie du chaos de ceux qui réclament la démission du Président Macron et la convocation d'élections présidentielles anticipées. A périmètre constitutionnel constant, une telle élection organisée à la va vite sur fond de désordre généralisé et de colères incandescentes ouvrirait les portes du pouvoir au RN et lui permettrait d'user de mécanismes institutionnels dangereux pour mettre à bas les fondements mêmes de notre démocratie.

L'urgence commande. Nous proposons donc que, dès maintenant, les forces politiques ayant œuvré au Front républicain en juillet se réunissent et confrontent enfin leurs propositions pour définir les convergences possibles et les désaccords persistants. Parce que le pouvoir est à l'Assemblée, il revient aux groupes parlementaires concernés de prendre la main et de voir s'ils peuvent dégager une plateforme minimale, attendue aujourd'hui par une majorité de français, sur le pouvoir d'achat, les retraites, la réduction du déficit, la réindustrialisation du pays, la transition écologique ou la réforme du mode de scrutin comme de l'architecture institutionnelle.

Nous ne savons pas si une telle démarche débouchera sur un accord de non-censure ou sur la production d'une plateforme de gouvernement provisoire. Si ce processus est engagé, le Président de la République fera face à ses responsabilités: nommer un Premier Ministre capable de faire vivre le front républicain qui a sauvé le pays le 7 juillet dernier. Ou alors, par rejet de la gauche, assumer un accord avec le Rassemblement National.

Plus tard, lors des prochaines élections nationales, législatives ou présidentielles, viendra l'heure des grands choix.

Il faudra alors apporter aux Français la possibilité d'un véritable renouveau fondé sur la justice sociale, le redressement économique, la transformation écologique et la refondation démocratique, leur proposer de nouveaux visages et une nouvelle méthode de gouvernement. Mais nous n'en sommes pas là aujourd'hui. Obligés par l'urgence et la gravité de la situation, nous devons nous retrousser les manches, stabiliser le pays et empêcher sa bascule à l'extrême-droite.

Fidèles à nos convictions et à la position que nous portons depuis le 7 juillet dernier, nous continuerons de défendre cette voie, en responsabilité.

Raphaël Glucksmann, Aurore Lalucq, Aurélien Rousseau

place
publique

